

RAPPORT

La liberté est-elle incompatible avec la protection de l'environnement ?



OLIVIER KESSLER * • Juillet 2019

Résumé

- La mode du romantisme rousseauiste et d'un environnement à l'état naturel ignore que l'amélioration exponentielle de la qualité de vie de ces derniers siècles aurait été inconcevable si l'humanité n'avait pas dominé l'environnement. L'état naturel est un enfer en comparaison à la vie actuelle.
- La liberté économique et la prospérité ne sont pas incompatibles avec un environnement propre. Au contraire. Si l'on met en rapport une population à son impact, les générations précédentes étaient moins riches, mais elles provoquaient davantage de dégâts environnementaux. Plus une société est prospère et plus elle a tendance à prendre soin de l'environnement.
- L'humanité maîtrise mieux le défi climatique lorsqu'elle peut se livrer à des expériences, tester de nouvelles solutions et quand l'innovation est encouragée par la libre concurrence plutôt que freinée par la législation et la réglementation. Les entreprises créent des richesses en permanence grâce à des innovations qui préservent de mieux en mieux la nature.
- Le système de marché, par définition, protège les droits de propriété. Il encourage ainsi une gestion prudente des ressources et une production respectueuse de l'environnement, car la propriété perd de sa valeur en cas de surutilisation ou de pollution et, en mauvais état, dégage moins de profit.
- Les réglementations étatiques sur la protection de l'environnement produisent souvent des effets imprévus qui engendrent davantage de dommages que de bénéfices.

* L'auteur, M.A. HSG International Affairs and Governance, est vice-directeur de l'Institut Libéral.

Les grèves pour le climat sont un appel lancé à la politique. C'est de l'État que les manifestants attendent des solutions. On a définitivement renoncé à s'adresser à la responsabilité individuelle de citoyens conscients et actifs : « Le temps du volontariat est révolu », nous dit-on, et « nous ne pourrions pas éviter les interdits. »¹ Le bouc émissaire est déjà identifié : le capitalisme, accusé d'exploiter l'homme et la nature. Il faudrait donc « un changement structurel qui tourne le dos à un système économique centré sur le profit ». En d'autres termes : l'économie de marché détruit la planète, la planification étatique la sauve. Que retenir de ces affirmations ?

Une chose est certaine : si l'humanité veut survivre, elle doit produire. Et pour pouvoir produire, elle doit utiliser les ressources naturelles à sa disposition. L'identification et la dénonciation des « dommages » environnementaux liés à chaque utilisation des ressources revient à ignorer que l'être humain fait partie intégrante de la nature. La séparation artificielle du monde en un environnement pur, naturel et propre d'un côté et un corps étranger appelé humanité de l'autre ignore la réalité et ne contribue en rien à la résolution des défis actuels.

L'être humain a été doté de la capacité d'utiliser son intelligence pour tirer profit de l'environnement et le façonner à sa guise. Grâce à cette aptitude et à la liberté économique, et uniquement à cette condition, le niveau de vie a crû de façon exponentielle ces derniers siècles et ces dernières décennies. Le romantisme rousseauiste est à la mode, et avec lui l'idée d'un environnement à l'état de nature, mais personne n'aimerait retourner à l'ère préhistorique, quand les hommes étaient victimes de famine, emportés par des épidémies et chassés par des prédateurs sauvages. L'existence d'un environnement à l'état de nature est un enfer en comparaison au confort de la vie contemporaine.

La liberté économique et un niveau de vie élevé ne sont donc pas incompatibles avec un environnement sain et propre. Au contraire. Si l'on met en rapport la population à son impact, les générations précédentes étaient moins riches, mais elles causaient davantage de dommages environnementaux : la déforestation presque complète de la côte adriatique par les Romains et le défrichage extensif des paysages européens à des fins agricoles sont significatifs à cet égard.² En outre, à l'âge de la pierre, plusieurs espèces animales furent éradiquées.³

¹ Linda Koponen (15 mars 2019), Klimastreik in Zürich: Das sind die Köpfe hinter der Bewegung, *Neue Zürcher Zeitung*.

² Cf. Bernhard Ruetz (2018), *Nachhaltig. Ethisch. Erfolgreich: Zehn Schweizer Unternehmen und ihre Geschichten*, Zurich, Ars Biographica.

³ Michael Miersch (2009), Ökologismus – Eine Gefahr für die Umwelt? In: Christian Hoffmann et Pierre Bessard, *Natürliche Verbündete: Marktwirtschaft und Umweltschutz*, Zurich, Edition Liberales Institut.

Plus prospères donc plus verts

Les comparaisons en témoignent : plus une société est prospère, plus elle a tendance à prendre soin de l'environnement. Cependant, la sensibilité environnementale n'accompagne pas automatiquement une augmentation du bien-être : la hausse du pouvoir d'achat peut initialement engendrer une hausse de la consommation potentiellement dommageable pour l'environnement. L'impatience d'une partie de la population peut ainsi l'amener à exiger des solutions politiques centralisées, donc à privilégier la voie de l'interventionnisme d'État, même si l'expérience montre qu'il en résulte une diminution du bien-être. Néanmoins, la protection de l'environnement nécessite d'abord une hausse du niveau de vie de larges couches de la population : elle ne devient un objectif prioritaire qu'une fois satisfaits les besoins vitaux. Pour les plus pauvres du monde, selon un sondage réalisé par l'ONU, les priorités portent d'abord sur l'alimentation, la couverture médicale et la formation.⁴

Une société a besoin, en premier lieu, d'un système économique qui permet d'améliorer le niveau de vie du plus grand nombre, afin qu'ensuite un nombre croissant d'individus puissent se consacrer à la protection de l'environnement. L'expérience montre que la seule politique qui mène à ce résultat est celle qui s'abstient d'intervenir dans la vie des citoyens et ne cherche pas à tout planifier de A à Z.⁵ Seules les économies de marché libérales sont parvenues à produire davantage de biens en utilisant moins de ressources, alors que le socialisme n'a engendré que des gaspillages et des préjudices environnementaux majeurs.

La consommation de substances qui appauvrissent la couche d'ozone a nettement diminué entre 1990 et 2013 dans les pays économiquement les plus libres : en Suisse, le quatrième pays le plus libre selon l'indice de liberté économique⁶, de 3393 à une seule tonne métrique (-99,97%), à Singapour, le deuxième le plus libre, de 4855 à 116 (-97,61%) et en Nouvelle-Zélande, le troisième le plus libre, de 1195 à 8 tonnes métriques (-99,33%). Par contre l'évolution est très différente dans les pays réprimés sur le plan économique : en Argentine, l'antépénultième à l'indice de liberté économique, la réduction s'est limitée à 67,17%. Les valeurs absolues se sont même accrues dans certains

⁴ Pour plus d'informations à ce sujet, voir le sondage MY World, à télécharger sur <http://data.myworld2015.org/>. Si l'on se limite à l'observation des pays affichant une faible valeur au sein de l'Indice de développement humain, il en ressort qu'ils placent la protection du climat au plus bas sur leur liste des priorités.

⁵ Cf. Indice de liberté économique (2018), Institut Libéral.

⁶ Ibid.

pays : en Libye par exemple, le moins libre du monde après le Venezuela, la consommation est passée de 135 à 144 tonnes.⁷

La liberté économique, circonscrite par des droits de propriété bien définis, ne s'accompagne pas d'une exploitation irresponsable des ressources naturelles, comme l'illustre la production de bois. La superficie forestière a augmenté en Suisse depuis 1990 pour passer de 11 510 à 12 540 kilomètres carrés en 2015.⁸ En Nouvelle-Zélande également, la surface forestière s'est accrue depuis 1990 : de 96 580 à 101 520 kilomètres carrés ; de même en Irlande, le cinquième pays le plus libre au monde, le territoire forestier est passé de 4650 kilomètres carrés en 1990 à 7540 kilomètres carrés en 2015.⁹

Les indices montrent que les observations globales se vérifient au niveau individuel : plus un ménage est prospère et plus il limite son utilisation des ressources. Bernd Biliteski, professeur de gestion des déchets, révèle que l'on peut aisément reconnaître le niveau de vie d'un ménage au contenu de sa poubelle. « Les ménages prospères achètent davantage de produits frais et produisent donc moins de déchets d'emballage ».¹⁰

En réalité, dans les pays occidentaux, les principaux problèmes environnementaux sont résolus. Une propagande alarmiste et le matraquage idéologique des médias modifient les perceptions et font croire en une augmentation persistante de la pollution. Comme les substances vraiment nocives ont été progressivement éliminées du processus de production, les adversaires du marché libre se focalisent depuis quelque temps sur le dioxyde de carbone, une substance vitale sans laquelle personne ne pourrait survivre. Le CO₂ est nécessaire, mais on le présente comme s'il s'agissait d'un gaz toxique. Le CO₂ atmosphérique, combinaison chimique du carbone et de l'oxygène, est la substance primaire dont les plantes ont besoin lors du processus de photosynthèse. Comme l'on montré des milliers d'études réalisées en laboratoire et sur le terrain, les végétaux poussent d'autant mieux si le CO₂ est plus élevé. Ils ont moins besoin d'eau pour pousser lorsque le CO₂ est supérieur, si bien que la consommation d'eau en est réduite. Ces effets positifs sont ignorés en raison du catastrophisme qui perturbe le débat sur le climat. On prétend que le réchauffement serait causé par l'émission de CO₂. Or il n'est pas inimaginable de penser que les avantages de l'augmentation de dioxyde de carbone dans

⁷ Human Progress. *All ozone-depleting substances consumption, ODP metric tonnes*, 1990-2013. Pour Hong-Kong, le pays le plus libre, aucune donnée n'est disponible.

⁸ Human Progress. *Forest area, square kilometres*, 1990-2015.

⁹ Ibid. Hong-Kong, le pays le plus libre, ne publie pas de données et à Singapour, le deuxième, les surfaces sont stables.

¹⁰ Ibid. Christian Ankowitsch (4 mars 2010), Die andere Seite des Kehrichts, *Süddeutsche Zeitung*.

l'atmosphère ne l'emportent pas sur ses inconvénients au cours des prochaines années.¹¹

Liberté et concurrence, moteurs d'innovations respectueuses de l'environnement

L'humanité gère le mieux ses défis lorsqu'il est possible de faire des expériences, de prendre des risques et d'essayer de nouvelles solutions, quand l'innovation n'est pas bloquée par une législation présomptueuse et des règlements trop pointilleux, mais lorsqu'elle est au contraire encouragée par la libre concurrence. Pourquoi devrait-il en être autrement des questions de climat et d'environnement ?

Année après année, les entreprises nous enrichissent grâce à des innovations respectueuses de l'environnement. Qu'il suffise de considérer par exemple certains lauréats des prix d'innovation écologique.¹² Une entreprise a été récompensée pour le développement d'un système économe en électricité : spécialisée dans la distribution alimentaire, elle est capable de gérer l'énergie liée au refroidissement des vitrines réfrigérées et au chauffage des bâtiments grâce à de petites pompes à chaleur, hermétiques, étanches et sans fluor R290 (propane). Un autre lauréat a employé des brins d'herbe comme matière première afin de produire du papier grâce à un procédé uniquement mécanique et sans additifs chimiques afin de développer un produit plus respectueux de l'environnement. Une troisième entreprise a été récompensée après avoir développé une technologie de fabrication textile qui n'emploie plus trois mais une seule machine de filature et de tissage et qui économise ainsi à la fois de l'énergie et des matières premières. Les innovations technologiques et entrepreneuriales, nées principalement de la libre concurrence, favorisent donc une gestion prudente des ressources dans une logique de profit, car celui qui économise des ressources productives accroît ses bénéfices.

Les nouvelles technologies contribuent aussi à la réduction des dommages environnementaux. Les méthodes de mesure modernes des émissions de gaz d'échappement permettent de signaler la source de la pollution directement chez l'émetteur. Les individus sont ainsi invités à payer leur dû selon le principe du pollueur-payeur. Des incitations financières individuelles sont créées qui amènent chacun à respecter l'environnement. Les mouvements d'animaux marins individuels ou de bancs entiers de poissons peuvent être suivis avec une

¹¹ Cf. Craig D. Idso (23 septembre 2013). Mr. President, CO2 Is Not Pollution, It's the Elixir of Life. Cato Institute.

¹² Cf. par exemple: Der Innovationspreis für Klima-und Umwelt (2017). *Preisträger 2017*.

surveillance par satellite, ce qui facilite leur attribution à des propriétaires spécifiques. Les navires de pêche peuvent être contrôlés par surveillance vidéo pour éviter le rejet de captures accessoires.¹³ La génétique et la biotechnologie obtiennent aussi de bons résultats pour mieux protéger l'environnement : ainsi la pulvérisation d'insecticides diminue d'environ 30%, et la charge environnementale est réduite d'un tiers lorsque le coton est immunisé contre certains ravageurs à l'aide d'une modification génétique.¹⁴ Le potentiel d'amélioration de la protection de l'environnement est énorme grâce aux nouvelles technologies, et avec celles-ci un nombre croissant d'opportunités émergent qui permettront de minimiser l'impact environnemental de l'activité économique.

Le rôle décisif des droits de propriété

Dans un vrai système de marché, à ne pas confondre au système mixte actuel dans lequel l'État intervient toujours plus fréquemment, les droits de propriété sont par définition protégés. Cette situation encourage une utilisation prudente de ressources rares et une production durable. La propriété individuelle perd en effet de sa valeur en cas de surutilisation ou de pollution et, en mauvais état, génère moins de bénéfices.

L'entreprise privée Precious Woods exploite 1,1 million d'hectares de forêts naturelles au Brésil et au Gabon, soit l'équivalent de toute la surface forestière de la Suisse. Les droits de propriété jouent un rôle décisif en matière de durabilité : d'une part, entre les récoltes l'entreprise accorde assez de temps (entre 25 et 35 ans) aux forêts pour repousser, et d'autre part elle protège ses vastes territoires des braconniers. L'entreprise contribue à la biodiversité grâce à l'exploitation privée de cette zone, car les gorilles et les éléphants séjournent de préférence dans ces espaces protégés. Les zones exploitées par le privé sont préférables aux surfaces protégées par l'État, ainsi que les études le révèlent : la croissance de la surface forestière dans une zone exploitée s'élève à 128 mètres cubes par hectare durant un cycle de 35 ans, alors qu'elle se limite à 35 mètres cubes dans des espaces protégés par l'État.¹⁵

Le mécanisme des prix exerce aussi une fonction clé dans la gestion prudente des ressources rares : lorsque les biens se trouvent en mains privées et que les individus sont détenteurs de titres de propriété, les prix qui en découlent signalent la rareté réelle des ressources. Ces signaux de rareté contribuent à la

¹³ Cf. Steffen Henrich (2009) Markt- oder Staatsversagen? Das Dilemma der Umweltpolitik. In: Christian Hoffmann et Pierre Bessard, op. cit.

¹⁴ Peter Fischer (19 mai 2019), Was liberale Ökonomen zur Gen- und Biotechnologie zu sagen haben, *Neue Zürcher Zeitung*.

¹⁵ Cf. Institut Libéral (septembre 2018) Ökologische Nachhaltigkeit dank Freiheit.

protection du stock de ces ressources. Un exemple : plus le nombre de poissons dans un lac est élevé, plus vite l'un d'entre eux mordra à l'hameçon. À l'inverse, le pêcheur attendra plus longtemps si le lac contient un plus petit nombre de poissons. Le temps, c'est de l'argent, du point de vue des pêcheurs, qui chercheront un meilleur endroit où pêcher. L'augmentation des coûts de production implique qu'il vaut la peine de chercher des alternatives moins chères. Le mécanisme des prix contribue donc souvent à la reconstitution de stocks devenus de plus en plus rares.

Lorsqu'une autorité centrale décide de la répartition de ressources rares et intervient de façon disproportionnée dans les relations de propriété, des conséquences se lisent fréquemment dans les prix. Faussés par les interventions étatiques, les prix cessent d'être de bons indicateurs de rareté. Sans signaux de prix fiables, il est très probable que les ressources rares seront consommées immédiatement, comme en témoignaient les étagères désespérément vides dans les supermarchés de diverses économies socialistes.

Un autre aspect doit être souligné à propos du rôle de la formation libre des prix dans une situation de concurrence pour la gestion prudente des ressources rares. Les consommateurs choisissent généralement les produits les plus économes en ressources en portant leur attention sur le prix le plus bas.¹⁶ Plus un produit est avantageux, moins il aura fallu employer de ressources rares pour sa production. Une condition additionnelle doit toutefois être remplie : les interventions politiques doivent être absentes de l'ensemble du processus de formation des prix sous peine de causer des distorsions, à l'image de certains prix de l'énergie rendus meilleur marché par les subventions de l'État. Un prix inférieur à un autre témoigne d'une utilisation relativement plus efficiente des ressources dans le processus de production. Par exemple un plus long parcours renchérit un produit par rapport à un bien fabriqué dans la région, même si ce n'est pas le seul facteur qui influence le prix. D'ailleurs, selon la saison, l'environnement peut être mieux préservé si les produits sont importés ainsi qu'en témoigne l'exemple suivant.

Afin de couvrir les besoins en pommes de l'Allemagne, 60% sont importées de l'étranger même si le pays dispose de surfaces fruitières considérables. Dans l'hémisphère sud, en particulier en Nouvelle-Zélande, au Chili et en Afrique du Sud, d'immenses vergers ont été créés qui livrent l'essentiel de leurs récoltes aux pays du Nord entre mai et septembre. Le parcours d'une pomme néo-zélandaise se monte à 20 000 kilomètres : cela semble a priori absurde. Mais le bilan écologique des pommes livrées durant la saison estivale est

¹⁶ Rahim Taghizadegan (2009). Umweltschutz jenseits der Rationalität. In: Christian Hoffmann et Pierre Bessard, op. cit., p. 50.

meilleur que celui des pommes cultivées en Allemagne, ainsi que l'a montré Michael Blanke, de l'Institut de sciences végétales et de protection des ressources de l'Université de Bonn. Les longs mois de conservation des pommes allemandes nécessitent davantage d'énergie que le transport depuis l'autre bout du monde. Le bilan écologique est particulièrement mauvais pour les pommes vendues dans le magasin d'une ferme biologique. En effet, la plupart des citoyens utilisent leur voiture pour se rendre à la campagne et s'approvisionner dans de petites fermes qui finalement gaspillent davantage d'énergie qu'une grande.¹⁷

La tragédie des biens communs

Par leurs appels à « plus d'État », les militants écologistes veulent affaiblir le système économique fondé sur les droits de propriété, pourtant le mieux à même de préserver l'environnement. Ils ne font qu'encourager la tristement célèbre « tragédie des biens communs » qui engendre une surutilisation des ressources rares et une surexploitation nocive pour l'environnement. On parle de « bien commun » lorsqu'un terrain appartient à la collectivité, par exemple quand des terres agricoles sont utilisées par plusieurs agriculteurs. Ces agriculteurs feront paître leurs vaches sur ce terrain le plus longtemps possible parce qu'ils peuvent l'utiliser au détriment des autres. Ils n'ont aucune incitation à éloigner leurs vaches au moment opportun afin d'éviter que ne se produise un surpâturage. S'ils le faisaient, ce seraient les autres paysans qui feraient paître leurs vaches sur ces terres. Cette surexploitation des biens communs provoque des dommages environnementaux durables.

La tragédie des biens communs se manifeste par exemple quand les droits de propriété sur les cours d'eau ne sont pas clairement définis : une exploitation cotonnière, située en amont d'une rivière, n'est pas incitée à utiliser l'eau avec parcimonie parce qu'elle n'assume pas les coûts d'une utilisation inefficace. Ce sont ceux qui se trouvent en aval, où l'eau est plus rare, qui subissent un préjudice. Ce phénomène de transferts de coûts à des tiers est appelé « externalités négatives » en économie. Cependant, ces problèmes pourraient être aisément résolus si les droits de propriété étaient clairement définis : il serait possible de mesurer l'intensité de l'entrée et de la sortie d'eau pour vérifier si le propriétaire du terrain exerce une contrainte excessive sur les ressources en eau et s'il est tenu de payer des dommages et intérêts aux résidents situés en aval.

¹⁷ Cf. Alexander Neubacher (2012), *Ökofimmel – Wie wir versuchen, die Welt zu retten und was wir damit anrichten*, Munich, DVA, p. 73-76.

Si le régime de propriété est respecté, il est aussi possible d'intenter une action en justice contre les auteurs de dommages à l'environnement, donc contre ceux qui portent atteinte à la santé, à la vie ou aux biens de leurs semblables. Par le mécanisme des prix et le versement d'éventuelles indemnités, les individus sont obligés de préserver l'environnement le mieux possible.

Les risques et les effets secondaires

Les étatistes hostiles au système de propriété privée répondent habituellement à la tragédie des biens communs par un appel à davantage de réglementations étatiques lorsqu'ils veulent éviter une surutilisation des ressources et une diminution des stocks. C'est toutefois une illusion, ainsi que l'a montré Friedrich Hayek, de croire qu'une autorité centrale peut obtenir un résultat optimal en émettant des directives détaillées : le problème fondamental réside dans la présomption de savoir d'une autorité étatique. Aussi intelligents et formés qu'en soient ses membres, elle ne pourra jamais réunir toutes les informations sur tous les besoins des individus et sur la rareté actuelle et future des ressources aussi efficacement que le marché libre à travers le système des prix en intégrant directement tous les participants.

Fred L. Smith résume très bien ce dilemme :

La question de la biodiversité révèle la complexité de la tâche environnementale de l'État. Le célèbre biologiste et environnementaliste E. O. Wilson estime qu'il existe dix millions de sortes d'animaux et de plantes à protéger. La tâche n'est pas aisée, puisqu'il existe environ 200 gouvernements dans le monde, dont la plupart ne parviennent d'ailleurs pas vraiment à protéger leur population. Comment ces institutions étatiques limitées pourraient-elles être capables de surveiller la complexité d'écosystèmes entiers si elles ne parviennent même pas à remplir des tâches comparativement simples ? À l'inverse, il est possible d'affirmer ceci : notre planète réunit sept milliards d'individus, dont beaucoup cherchent à préserver l'environnement. Si une petite partie d'entre eux pouvait s'occuper d'espèces spécifiques, cette tâche gigantesque pourrait être résolue beaucoup plus facilement. Cela nécessiterait toutefois le développement du système des droits de propriété et de responsabilité privée (privatisation écologique).¹⁸

Les réglementations étatiques qui visent à protéger l'environnement ont d'ailleurs souvent des effets imprévus. Un exemple permettra de l'illustrer : aux États-Unis, la protection étatique de la chouette tachetée, du pic épeiche et du moineau du Brésil a entraîné l'abattage abrupt d'arbres, parce que des propriétés privées sur lesquelles ces oiseaux furent découverts ont été déclarées réserves protégées. Une telle réglementation signifiait de fait une expropriation. Dès que les propriétaires découvrirent les oiseaux en question sur leurs arbres, ils firent abattre

¹⁸ Fred L. Smith (2009), « Für einen liberalen Umweltschutz », in: Christian Hoffmann et Pierre Bessard, op. cit.

ces derniers pour éviter une expropriation. Mais l'affaire n'en resta pas là : le groupe forestier Weyerhaeuser utilisa les règlements de protection étatique à des fins fort peu altruistes. Il engagea des biologistes pour chercher les espèces d'oiseaux protégées sur les terrains n'appartenant pas à l'entreprise et les signaler aux autorités. En conséquence, les surfaces protégées augmentèrent fortement et le bénéfice de Weyerhaeuser bondit de 80%.¹⁹

Un autre exemple : les citoyens reçoivent des subventions de l'État pour des mesures de construction efficaces sur le plan énergétique, telles que l'isolation des bâtiments. Cette politique vise à économiser le mazout. Mais dès que les gens commencèrent à transformer leurs maisons en forteresses dotées de la meilleure isolation possible pour économiser quelques litres de mazout, des problèmes inattendus firent leur apparition : en raison d'une (trop) bonne isolation, l'air ne circule plus et la moisissure se propage rapidement. Les experts estiment que la moitié des ménages rencontrent un problème de putréfaction. Une maison n'est plus habitable si des poutres portantes sont attaquées par ces champignons. Chez l'homme, la moisissure provoque par ailleurs des problèmes de santé aussi graves que des pneumonies, l'asthme ou une infection fongique, l'aspergillose, qui peut s'avérer mortelle. Pour conclure ce cercle vicieux, l'Institut fédéral suisse des sciences et technologies de l'eau (Eawag) tire la sonnette d'alarme : à son avis, les produits chimiques anti-moisissure sont responsables de la contamination des cours d'eau et des rivières.²⁰

L'interventionnisme climatique n'a pas seulement des conséquences imprévues et dommageables, mais aussi des effets nettement plus fondamentaux sur la vie en commun : plus l'État intervient, plus un transfert de pouvoir se produit du citoyen vers la politique. Les conséquences sont connues : distorsions des incitations, gaspillage aberrant des ressources, enrichissement de groupes d'intérêts. Finalement, la collectivité en souffre et de larges couches de la population voient leur revenu disponible diminuer.

L'économie de marché et la protection de l'environnement sont des alliés naturels et se renforcent mutuellement. Avant de continuer d'administrer des prescriptions et des médications socialistes, il serait préférable de commencer par consulter les notices d'emballage et à se renseigner sur les risques et les effets secondaires. Plutôt que d'affaiblir la liberté, mieux vaudrait pour l'environnement que les manifestants s'engagent dans la recherche, la formation et l'économie concurrentielle pour y développer des méthodes de production encore plus respectueuses de l'environnement.

¹⁹ Rahim Taghizadegan, op. cit., p. 48.

²⁰ Cf. Alexander Neubacher, op. cit., p. 31-38.



Impressum

Institut Libéral
Place de la Fusterie 7
1204 Genève, Suisse
Tél.: +41 (0)22 510 27 90
Fax: +41 (0)22 510 27 91
liberal@libinst.ch

Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur
www.institutliberal.ch.

Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle.
Toutes les publications et communications de l'Institut
contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les
opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas
nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation
ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.
Copyright 2019, Institut Libéral.